Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1972)
Heft: 179

Artikel: Prestige national et stupidité sociale
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1015928

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Prestige national et stupidité sociale

Lorsqu'il écrivit son « Défi américain », Servan-Schreiber crut avoir trouvé la formule journalistique adéquate pour jeter le discrédit sur le Concorde : la diligence du supersonique. Mais la France était alors critiquée pour ne pas se lancer dans des recherches plus ambitieuses, du type de celles — avortées depuis lors — du SST américain. Servan-Schreiber a ensuite changé son fusil d'épaule puisqu'il critique aujourd'hui le gaspillage des fonds que l'Etat y consacre.

Au point de départ du Concorde, deux « certitudes ». L'une, technologique : un progrès doit être suivi d'un autre progrès. Les avions supersoniques doivent remplacer les avions subsoniques; les avions deux fois supersoniques doivent remplacer les avions une fois supersoniques, etc. L'autre, politique : celle des nations qui réaliseront les meilleures performances technologiques domineront les autres sur les plans commerciaux, militaires et donc politiques.

Le social n'apparaît dans le raisonnement que pour justifier le maintien d'industries existantes, ce qui permet d'éviter de devoir licencier des milliers de travailleurs et se séparer de chercheurs et d'ingénieurs hautement qualifiés. Jamais, par contre, les gouvernements français et anglais n'ont sérieusement pesé le coût social, ou collectif, de leur projet. Les charges ont été systématiquement minimisées et les avantages exagérément grossis.
Actuellement, la presse britannique se livre à un examen précis de la situation. Elle aboutit à des conclusions accablantes. Avec cinq Concordes, la BOAC escompte une perte annuelle de 150 millions de francs. Le prix d'achat d'une unité sera de l'ordre de 200 millions. La capacité de transport sur l'Atlantique n'a cessé de se réduire, de sorte que le Concorde ne pourra pas prendre plus de 100 passagers. Le manque à gagner par siège est important et le coût d'entretien — carburant, personnel de vol et au sol — trois fois plus élevé que pour les meilleurs avions actuels.
La réduction des temps de vol est moins importante qu'initialement prévu, et présente plutôt un inconvénient pour les vols sur l'Atlantique car les passagers n'auront plus la possibilité de se reposer assez longtemps, ce qui pose des problèmes d'hébergement.
Le Concorde sera un avion bruyant. Pour diminuer l'effet du bang, il devra le franchir à quelque 20 000 mètres d'altitude, ce qui entraînera une pollution aggravée de ces couches de l'atmosphère.
La presse britannique ajoute que la moitié des dépenses faites (5 milliards de francs) par le gouvernement anglais aurait suffi pour doter ce pays d'un réseau de trains rapides (250 à 300 km/h).
Concorde est vraisemblablement le dernier produit en date de l'union de la mystique technologique et de la grandeur nationale, un cas exemplaire de non-sens économique et de contre-sens social ! On aurait presque tendance à dire que le socialisme, c'est l'inverse de Concorde. Ni aérodynamisme ni tape-à-l'œil, mais une utilisation des deniers publics à des fins collectives : promotion des transports en commun, élimination des pollutions et des gaspillages, adaptation des cités aux hommes, et non aux véhicules.
Mais l'exemple sera-t-il compris ?

De l'usage des droits démocratiques dans l'armée

Deux soldats jurassiens, le caporal Pierre Girardin et le sanitaire Bernard Burkhard, et avec eux tout le rgt. inf. 9 — deux mille soldats jurassiens et biennois — qui achève son cours de répétition, sont en train de vivre une expérience passionnante. Au centre de cette dernière, l'importante question de l'usage des droits démocratiques à l'armée.
A l'origine du phénomène, une pétition en cinq points diffusée dans la troupe par les deux intéressés. Revendications formulées : diminution des cours de répétition d'élite, avec comme contrepartie le subventionnement par la Confédération de cours de formation et de recyclage dans les domaines professionnel, social, culturel et civique. La suppression des cours de landwehr et landsturm, des tirs obligatoires, des tribunaux militaires, la création d'un institut de la paix.
Dès le début du cours, 1er mai, le colonel Hochuli entre en possession de la pétition. Le 2 mai, il adresse une directive de six pages à tous ses officiers. Pas d'obstacle en principe à la collecte des signatures, mais des interdictions draconiennes; ce commandant du rgt 9 accuse les auteurs de la pétition de « semer le trouble dans l'armée ». « Ce papier ne mérite pas d'être signé, il enfonce des portes ouvertes », écrit-il à ses officiers.
Face à ces directives, les deux soldats décident de frapper un grand coup. Dimanche 14 mai, ils tiennent une conférence de presse à Delémont. Ce qu'ils y disent dépasse largement les postulats de la pétition : « Nous revendiquons pour les citoyens mobilisés la faculté d'exercer, sans restriction et sans crainte de représailles, le droit à la critique et à la participation active aux décisions qui les concernent ». Ils se présentent comme « des partisans d'une défense nationale qui ne se confonde pas avec la défense du système politique établi et du statu quo économique et social. »
Deux révélations apportent un certain piment à leur conférence. Un soldat trompette, porteur de pétitions, affirme avoir été giflé par son capitaine au cours d'un entretien. Dans sa rage, cet officier a déchiré les formules de pétition. Après une discussion dans sa compagnie, un autre capitaine s'est empressé de téléphoner au colonel les noms des soldats favorables à la pétition.
« Mais, ont conclu les citoyens-soldats Girardin et Burkhard, notre objectif est atteint, ça discute et ça signe dans la troupe ».